Case
FRC
3045

DÉTAIL
EXACT
D'UNE INSURRECTION

Qui s'est manifestée à Angers le 4 Septembre et jours suivans.

De vigilantes Sentinelles de la Constitution annonçoient, depuis plus d'un mois, dans toutes les feuilles patriotes, une derniere convulsion aristocratique ; de tous les côtés les ennemis de la chose publique se montroient avec une nouvelle insolence ; mais l'heureux accord qui, au même jour et presqu'à la même heure, avoit armé toute la France, vient encore de déconcerter des projets qui depuis long-temps se tramoient dans l'ombre du mystere. Les ennemis du bien public sont connus, les bons Citoyens se resserrent autour de la Constitution, et les efforts combinés de tous les despotes et de tous les esclaves de l'Europe, vont venir se briser contre ce monument éternel de justice et de raison.

Que les ames timides et incertaines se rallient sous les drapeaux de la liberté ! Le temps de se décider est arrivé, et sans crime on ne peut plus garder une honteuse neutralité. La coupable insouciance de quelques

MFW 5423

Citoyens a peut-être été cause de bien des malheurs qu'on pouvoit arrêter en se ralliant. Il falloit prouver au peuple qu'on cherchoit à le tromper, qu'on lui cachoit les ressorts secrets, et qu'il n'étoit qu'un instrument passif qu'on faisoit agir par des intérêts qui n'étoient pas les siens.

Voilà les vérités dont il falloit s'instruire, et nous n'aurions pas à gémir sur les événemens dont nous présentons ici le triste tableau.

Le premier mouvement s'est manifesté samedi 4 de ce mois. Des gens égarés par le prétexte toujours spécieux de l'accaparement du bled, se sont portés au marché de cette ville, se sont emparés de tous les cuviers, les ont réunis dans un même lieu, y ont mis le feu, et dans leur rage, confondant tout, ont voulu précipiter au milieu des flammes des citoyens honnêtes, qui depuis long-temps ont consacré leurs veilles à la chose publique. Plusieurs seroient sans doute devenus les victimes de leurs fureurs lorsqu'un détachement du Régiment Royal Picardie, requis à cet effet, les a arrachés de leurs mains meurtrieres.

Un malheureux est saisi; le Présidial averti, informe. Une garde assez considérable de Cavaliers et de Citoyens étoit sur la place; on va chercher le criminel, et malgré son escorte, il échappe à l'aide d'une troupe de femmes qui couroient armées, et menaçoient indistinctement Soldats et Citoyens. On a vu comme autant de furies, ces forcenées, attaquant, injuriant et dévouant à la mort tout ce qui paroissoit vouloir s'opposer à leur rage, ou tenter de la calmer. La lanterne, le désarmement, le massacre et le feu étoient le cri de ralliement de cette troupe qui, tout le soir et une partie de la nuit, a parcouru la Ville, a enfoncé des portes, et semé partout la terreur et l'allarme.

La journée du dimanche s'est passée assez tranquil-

THE NEWBERRY
LIBRARY

lement. De tous les côtés cependant, on menaçoit le Régiment de Royal-Picardie ; on désignoit les Volontaires pour la fatale lanterne ; et tout ce qui portoit l'habit National, paroissoit enveloppé dans la proscription générale. Il suffisoit d'avoir quelques droits à la reconnoissance publique, pour être en butte aux propos les plus injurieux. Vers les six heures du soir, plusieurs Cavaliers ayant été insultés dans les Fauxbourgs, et notamment un Officier respectable tant par son âge que par ses services, une foule de bons Citoyens se réunirent en armes sur les places des Halles, S. Mainbœuf et S. Maurille, envoyerent annoncer au Régiment qu'ils étoient disposés à partager ses dangers, auxquels il n'étoit exposé que pour avoir sauvé la Ville dans la premiere insurrection.

Aussitôt différens postes sont distribués dans la Ville par ordre du Maire, la garde du Château renforcée ; des patrouilles nombreuses veillent à la sûreté intérieure, tandis que la garde du dehors est confiée au Régiment, et avant le jour, tout parut rentrer dans l'ordre.

Cependant, dès le lundi matin, le bruit se répand que les Ouvriers des Carrieres s'assemblent en grand nombre, que leur intention est de désarmer le Régiment et les Volontaires, et qu'ils veulent forcer les Corps Administratifs à diminuer le prix du pain.

A cette nouvelle, les bons Citoyens se portent en foule sur la Place d'Armes, assurent de nouveau le Régiment de leur reconnoissance et de leur dévouement, et lui jurent de ne le pas abandonner. Des détachemens se portent à la Citadelle, d'autres au Département, où se trouvoient assemblés des Commissaires des différentes sections de la Ville qui, suivant l'invitation qui en avoit

été faite par la Municipalité, devoient présenter leurs griefs.

Sur les dix ou onze heures, arrivent des Députés des Ouvriers de Carrieres, qui demandent la diminution du pain. On leur annonce que le pain vient d'être diminué selon leurs desirs, et qu'on en fait la publication à l'heure même. Ils rejoignent alors leurs troupes, qui déjà étoient sur la Place d'Armes. On leur annonce de nouveau que le pain est diminué, et que n'ayant plus rien à desirer, ils devroient se retirer.

Ils demandent alors à parler à M. le Maire, en qui ils avoient la plus grande confiance. M. le Maire se rend à leurs desirs; il paroît au milieu d'eux sans escorte. Envain on lui représente qu'il court des risques, il ne consulte que son zele, se mêle parmi eux, leur parle le langage de la raison, les engage à se retirer. Enhardis par la bonté qu'on leur témoignoit, les mutins demandent à passer par la place d'armes pour se rendre de suite à leur travail. On le leur accorde, et au même instant ils mettent leurs chapeaux au haut de leurs armes en signe de paix; ils se mêlent aux Citoyens, leur tendent la main, les assurent encore que leurs intentions sont pacifiques. Trompés par ces assurances perfides, les Citoyens mettent également les chapeaux au haut de leurs armes; mais au même instant on les enveloppe de tous côtés; on se jette sur eux. Les uns sont désarmés, les autres se débarrassent et viennent se replier du côté des casernes. Par-tout on fait feu sur les Citoyens qui, surpris de cette attaque imprévue, se retirent en désordre sur la place de l'Hôtel commun.

Quelques jeunes gens se rallient à la Porte St. Michel, arrêtent seuls l'effort de ces brigands, essaient leur premier feu, en blessent quelques-uns et les empêchent

de pénétrer dans la Ville, où sans doute ils auroient tout mis au pillage. Intimidée par une résistance à laquelle elle ne s'attendoit pas, la troupe se retire sur le Mail, et de là se range en bataille, au haut de la Place-d'armes.

Une vingtaine de Citoyens s'étoient portés dès le commencement vers les Casernes, et avoient juré au Régiment de périr avec lui. Envain des mutins les font inviter à rendre leurs armes s'ils veulent échapper à leurs fureurs ; ils répondent qu'ils ne les abandonneront qu'avec la vie.

Pendant ce temps, le Régiment montroit la contenance la plus ferme, et n'attendoit que l'ordre de charger. On ignoroit ce qu'étoit devenu M. le Maire, et chacun trembloit pour lui. Heureusement il étoit arrivé à l'Hôtel commun, où plusieurs Citoyens s'étoient ralliés autour de lui.

Il se met à leur tête, escorté de plusieurs Officiers Municipaux, et soutenu par un détachement qui forçoit la marche de deux canons. Il arrive sur la Place d'Armes, fait déployer le Drapeau rouge, proclame la Loi Martiale, et somme tous les bons Citoyens de se retirer. Les mutins ne répondent que par une décharge : alors la Garde Nationale qui jusqu'à ce moment n'avoit pas fait feu, repousse la force par la force, les charge avec vigueur, et secondée par le Régiment, en renverse un grand nombre, et met le reste en fuite.

De nombreux piquets de cavalerie se mettent à leur poursuite, et renversent tout ce qu'ils rencontrent. Dans un instant cette horde de brigands est dissipée. Envain quelques-uns veulent résister ; ils ne peuvent tenir contre l'impétuosité des Militaires Citoyens et des Citoyens Militaires.

Ce seroit peut-être ici l'occasion de payer au Régiment de Royal-Picardie et à la Garde Nationale le tribut d'estime et de reconnoissance qui leur est dû ; mais le François accoutumé à trouver dans ses devoirs la récompense la plus douce de ses travaux, dédaigne les éloges, et ce n'est que dans nos cœurs que nous pouvons lui offrir un hommage digne de lui.

On ignore le nombre des morts et des blessés. Plusieurs sont restés sur la place ; d'autres ont été trouvés dans les champs voisins ; quelques-uns se sont traînés jusqu'à leurs maisons. Aucun Citoyen n'a été blessé à mort du côté des Patriotes ; cinq ou six ont été blessés légérement.

On a remarqué, pendant le combat, que des femmes couroient la Ville, et menaçoient du feu et du pillage, entroient dans les Eglises, et forçoient à sonner le tocsin. Parmi le nombre des prisonniers, on en compte quelques-unes. On a cru aussi remarquer dans la mêlée quelques laquais qui excitoient au carnage ; aucun d'eux n'a été arrêté.

Dans la nuit du lundi au mardi tout a été fort tranquille. Le Présidial s'est rassemblé, et sans perdre un instant, a informé contre les coupables. Deux des chefs ont été pendus dès le lendemain. Un détachement nombreux s'est porté sur le soir dans les Carrieres voisines, et s'est fait rendre les armes. Le mercredi a été employé à désarmer différens quartiers de la Ville. Un détachement de Dragons, en garnison à Ancenis, est arrivé sur le soir. Le jeudi on s'est porté de nouveau sur toutes les carrieres, à une lieue à la ronde, pour faire rendre les armes, et arrêter quelques mutins.

Comme on se disposoit à partir, un député de la

Garde Nationele de Nantes s'est fait annoncer sur la place d'armes, et a fait des offres de service de la part de ses camarades. Il a été accueilli avec transport ; on s'est empressé autour de lui ; chacun essayoit de lui peindre tout ce qu'il sentoit, et l'expression manquoit toujours au sentiment.

Les Angevins et les Bretons se sont de nouveau juré un dévouement sans bornes, et il est reparti pour annoncer que tout rentroit dans l'ordre.

Sur les 5 heures du soir, il a été exécuté un homme et une femme, tous les deux convaincus d'avoir excité le peuple à la révolte. L'information se continue, et bientôt on tiendra le fil de ce malheureux événement.

Enfin tout est calme ; les précautions des Corps Administratifs, les soins infatigables de la Municipalité et de son respectable Chef, la surveillance active des bons Citoyens, la formation nouvelle d'une Garde Nationale, et le réveil du Patriotisme, vont assurer et maintenir une tranquillité que rien désormais ne pourra troubler, et dont le rappel a pensé coûter si cher.

Ennemis du bien public, qui trompez, qui suscitez le Peuple contre ses vrais amis, pour fomenter des troubles et former des partis, vos efforts sont impuissans ; l'amour de la Patrie, l'horreur de l'esclavage enflamment nos cœurs et dirigent nos bras. Nous serons, en dépit de vous, fideles à nos sermens ; nous nous soutiendrons, nous nous unirons, nous nous aimerons ; la honte et les remords seront votre partage ; et, en dépit de vous, nous saurons *vivre libres ou mourir !*

Et vous, Peuple, instrument de vos propres malheurs !

connoissez enfin vos vrais Défenseurs, vos vrais Concitoyens, et n'oubliez jamais que votre véritable force est dans votre grande union, et dans votre soumission à la Loi.

Le Directoire du Département de Maine et Loire, instruit du désarmement que la Municipalité d'Angers vient de faire dans l'étendue de son Territoire, pour parer aux abus que les mauvais Citoyens de son ressort ont fait de leurs armes, enjoint à la Municipalité de n'en remettre aucune, que préalablement les bons Citoyens ne soient reconnus par leur inscription sur le tableau civique, lui fait défense d'en remettre aucunes qu'à des Citoyens inscrits, dont le patriotisme et la probité soient à l'abri du soupçon, et rend la Municipalité d'Angers responsable de l'abus que des mauvais Citoyens à qui elle en auroit remis imprudemment, pourront faire de leurs armes. Fait au Département, le 6 Septembre 1790.

A ANGERS,
De l'Imprimerie de PAVIE, rue S. Laud. 1790.